



Bulletin d'Information Adventiste

Adventist News Networks©



Mensuel • 39^e année • n° 426 - Juin 2018

Sommaire

Nouvelles des Églises adventistes

- 2 **Bonaire, Antilles néerlandaises** - Inauguration de la première station de radio adventiste
- 2 **Escuintla, Guatemala** - Aide aux familles touchées par les récentes éruptions volcaniques
- 3 **Berne, Suisse** - Journée mondiale des réfugiés pour l'Église adventiste

Liberté religieuse

- 3 **Genève, Suisse** - La loi sur la laïcité de Genève accusée de porter atteinte aux libertés individuelles
- 4 **Washington DC, États-Unis** - Les défenseurs de la liberté religieuse appelés à aller au delà des zones de confort
- 6 **Genève, Suisse** - Les actions du secrétaire général de la liberté religieuse

Œcuménisme

- 6 **Washington, États-Unis** - Des leaders chrétiens américains unissent leurs voix pour s'opposer à Trump
- 7 **Rome, Italie** - Le Vatican refuse la communion aux conjoints non catholiques
- 8 **Genève, Suisse** - La légalisation du cannabis divise les croyants de l'Oklahoma

**Bulletin publié par le
Service de presse adventiste**
(Service de communication
adventiste francophone)

- BP 100
30, avenue Émile-Zola
77193 Dammarie-lès-Lys
Cedex, France.
- 11-13, rue Ernest Allard,
1000 Bruxelles, Belgique.
- 19, chemin des Pépinières
1020 Renens, Suisse.

Rédaction

Tél. 01 64 79 87 00
communications.ufb@adventiste.org

Site web : www.adventiste.org

**Les communiqués peuvent être
reproduits avec mention de la
source : BIA**

Directeur de la Publication

Jean-Paul Barquon

Rédaction

Jean-Paul Barquon

Correspondants

Emanuel Lopes
Pedro Torres
Jeroen Tuinstra
Rickson Nobre
Corrado Cozzi

Secrétaire de rédaction

Dina Lambert

Abonnements - Expéditions

Dina Lambert

Nouvelles des Églises adventistes

(ANN/BIA) - Dammarie-les-Lys, France

Bonaire, Antilles néerlandaises – Inauguration de la première station de radio adventiste

L'Église adventiste du septième jour dans le territoire des Antilles néerlandaises a inauguré sa première station de radio sur l'île de Bonaire au début au mois de mai dernier avec une cérémonie spéciale. Les dirigeants de l'Église et les membres, ainsi que les représentants du gouvernement ont assisté à l'événement historique sur le tout nouveau site de Kralendijk, au siège de la Mission adventiste de Bonaire.

Le Lieutenant-Gouverneur de Bonaire, Edison Rijna, a félicité l'Église adventiste pour sa contribution dans la communauté sur l'île.

« *Les messages spirituels qui seront transmis par la radio adventiste à partir de maintenant auront une influence positive, en particulier sur la communauté chrétienne à Bonaire,* » a déclaré le gouverneur Rijna. « *L'Église est indispensable dans la vie de beaucoup de gens ici.* »

Avec une population de plus de 19 000 habitants à Bonaire et une Église qui compte 414 membres, la nouvelle station de radio diffusera bientôt sur les ondes une programmation locale 24 heures sur 24, selon les précisions du pasteur Shurman Kook, président de l'Église adventiste dans le territoire des Antilles néerlandaises qui comprend Aruba, Bonaire et Curaçao.

« *Nous croyons que c'est le temps de Dieu pour que son Église annonce sa Parole à travers cette station de radio,* » a déclaré pasteur Kook.

Il s'agit de proclamer le dernier message du salut de Jésus, a déclaré pasteur Israël Leito, président de la Division administrative de l'Église en Inter Amérique. « *L'objectif de cette station de radio est de communiquer l'amour de Jésus pour son peuple avant qu'il ne revienne,* » a-t-il ajouté.

Les dirigeants locaux de l'Église ont félicité les membres qui ont démontré leur engagement en participant financièrement par leurs dons et la Radio Adventiste mondiale (AWR) qui est à l'origine de l'équipement de diffusion le plus récent pour le nouveau studio.

Cami Oetman, vice-président d'AWR pour le développement, a félicité les dirigeants de l'Église et a encouragé les membres à continuer à « *utiliser cet outil pour proclamer l'espérance du Christianisme à la population des Antilles néerlandaises.* »

Localement, l'Église avait rêvé d'avoir sa propre station de radio, mais l'obtention d'une licence de diffusion coûte une fortune et la bande passante radio est complètement saturée, a déclaré Shurman Kook.

En 2016, les dirigeants de l'Église ont vu une annonce dans le journal néerlandais sur la possibilité d'obtenir la licence commerciale d'une station de radio à Bonaire qui avait fait faillite. Donc l'Église a voté de faire une offre peu élevée et a pu acheter la station, a expliqué pasteur Kook.

Le bureau de la mission locale diffusait déjà un programme quotidien d'une heure et s'est empressé de construire un studio pour héberger la station de Radio *Atventista Boneiru 91.1 FM* sur le site de la Mission adventiste de Bonaire à Kralendijk.

La station de radio émet en Papiamentu, la langue principale parlée sur le territoire, et diffusera des programmes 12 heures par jour et rediffusera ses programmes dans la soirée dès qu'elle aura reçu l'approbation du Comité de Contrôle de l'Union, a indiqué pasteur Kook. La station est également présente sur Internet. Elle est gérée par une équipe de membres bénévoles et par des pasteurs.

L'objectif est aussi de diffuser des programmes dans différentes langues. Toutefois, compte tenu de la démographie de l'île, la plupart des programmes seront en Papiamentu. Le programme musical est également diffusé dans les principales langues parlées à Bonaire (l'anglais, l'espagnol et le néerlandais).

L'acquisition de cette station de radio est la première étape vers l'établissement d'une station sur les îles d'Aruba et de Curaçao.

« *Nous voulons établir un réseau de radios qui couvrira toute la région des Antilles néerlandaises et la population parlant le Papiamentu où qu'elle se trouve sur la planète selon l'espérance chrétienne,* » a précisé le pasteur Kook.

L'Église adventiste à Bonaire compte 414 membres qui se réunissent dans trois églises et un groupe.

(DIA/BIA) - Dammarie-les-Lys, France

Escuintla, Guatemala - Aide aux familles touchées par les récentes éruptions volcaniques

L'Agence Adventiste de Développement et de Secours (ADRA) au Guatemala, avec l'aide de ses membres bénévoles, continue de distribuer de l'eau et de la nourriture aux familles déplacées par les éruptions volcaniques mortelles dans la région du centre-sud du Guatemala. Le Volcan du Feu a commencé à cracher de la lave et des cendres le 3 juin, couvrant les villages et faisant plus de 75 morts et plus de 200 personnes portées disparues, selon les responsables gouvernementaux.

Plus de 1,7 million de personnes ont été touchées par l'éruption. Plus de 3 000 personnes ont été évacuées et plus de 2 600 personnes relogées dans des abris. Des centaines d'autres sont bloquées dans leurs maisons dans les communautés rurales d'Escuintla, d'Alotenango, de Sacatepéquez, de Yepocapa et de Chimaltenango.

« *Dès le premier jour de l'éruption du volcan, notre équipe locale d'intervention d'urgence a rencontré les autorités locales pour visiter les villages touchés près du volcan afin d'encourager les gens à chercher un abri sûr,* » a déclaré Gustavo Menéndez, directeur d'ADRA Guatemala qui coordonne l'intervention d'ADRA depuis la ville de Guatemala, à environ 63 kilomètres d'Escuintla.

« *Notre principale préoccupation est d'encourager les gens à chercher un abri, même si des centaines d'entre eux craignent de perdre tous leurs biens s'ils quittent leur foyer,* » a déclaré Gustavo Menéndez.

Jusqu'à présent, trois camions ont apporté de l'eau, de la nourriture, des couvertures et des articles d'hygiène dans des abris, toutes ces provisions ayant été recueillies auprès des églises de plusieurs régions du Guatemala, a précisé Gustavo Menéndez.

Les dirigeants de l'Église ont indiqué que 124 familles adventistes ont été affectées. Quelque 101 de ces familles ont perdu leurs récoltes, 6 ont perdu leurs maisons, tandis que 17 familles ont été évacuées. Des montants ont été débloqués des fonds d'intervention d'urgence de la Division Inter américaine pour aider les familles.

Des vêtements, de la nourriture, de l'eau, des couvertures et des kits d'hygiène continueront d'être collectés

dans les huit fédérations et missions du Guatemala et trois camions supplémentaires devraient acheminer des provisions d'ici la fin de la semaine pour aider les personnes hébergées dans les abris, a ajouté Gustavo Menéndez.

Quelque 1 500 familles qui ont perdu leurs récoltes dans les communautés rurales de San Miguel Los Lotes, El Rodeo et La Reina dans le département d'Escuintla, pourront profiter de la distribution de rations alimentaires et de kits d'hygiène par ADRA Guatemala dans les deux prochains jours, a affirmé Gustavo Menéndez.

« Une attention particulière sera accordée aux mères célibataires et aux personnes handicapées ainsi qu'aux personnes âgées dans ces communautés, » a ajouté Gustavo Menéndez.

En outre, l'engagement d'ADRA International est de fournir des fonds pour aider les familles à reconstruire leur vie après que les besoins de base aient été satisfaits en coordination avec le bureau local d'ADRA Guatemala, a déclaré Gustavo Menéndez. « Il faudra plus d'un an à ces familles de paysans pour faire pousser des bananes, du café, des ananas et plus encore pour subvenir à leurs besoins, et par conséquent, nous devons les aider à rétablir leur situation économique ».

Ailleurs au sein du réseau mondial d'ADRA, des fonds ont été envoyés depuis le bureau d'ADRA de la Division Sud-Américaine, ainsi que du Mexique et du Salvador, a ajouté Gustavo Menéndez.

(EUD/BIA) - Dammarie-les-Lys, France

Berne, Suisse - Journée mondiale des réfugiés pour l'Église adventiste

Pour la troisième année consécutive, les églises adventistes d'Europe prennent l'initiative de mettre en lumière la situation critique et les besoins des réfugiés tant au niveau européen qu'au niveau mondial. En utilisant le Centre communautaire ADRA Serbie à Belgrade comme base, deux programmes en direct feront entendre des témoignages de réfugiés, des rapports sur ADRA ainsi que les activités des églises locales, et démontreront comment, en tant qu'Église, nous pouvons apporter de l'espoir. Jonathan Duffy, le président d'ADRA International, sera parmi les invités et parlera de sa récente visite avec les réfugiés Rohingya au Myanmar.

Il y a deux ans, des dizaines de milliers de réfugiés traversaient la gare de Belgrade comme le montraient les images diffusés sur les écrans de télévision autour du monde. Maintenant, les caméras de télévision ont disparu, et l'agenda des nouvelles s'est déplacé ailleurs, mais les réfugiés continuent d'arriver, avec environ 5 000 dans le pays en ce moment. Les trafiquants de personnes sont toujours occupés.

Alors que quinze organisations caritatives offraient de l'aide à cette époque, aujourd'hui, ADRA Serbie reste l'une des rares à agir. Pendant la retransmission en direct le samedi 16 juin à 11h00 (heure d'Europe centrale), un reportage sur le centre communautaire ADRA, la chorale des enfants réfugiés, étaient les moyens de s'adresser aux réfugiés. C'était également pour le personnel, l'occasion de faire la différence. Igor Mitrović, directeur d'ADRA Serbie, a partagé également la motivation des personnes aidant les réfugiés.

Animé par Corrado Cozzi et Victor Hulbert, directeurs des communications des deux divisions administratives européennes (Division intereuropéenne et transeuropéenne), à 15h00, un deuxième programme en direct

retransmettra aux téléspectateurs en Europe et dans le monde. Les deux directeurs se sont impliqués dans l'information de la crise des réfugiés en Europe en 2016 et depuis ils ont transmis des informations de la Grèce, de l'Italie et de la France. « Nous ne pouvions pas rester indifférents et insensibles », déclare Cozzi. « C'est notre devoir chrétien de nous impliquer. »

Pour Corrado Cozzi : « Quand je pense aux réfugiés, je pense à tous les êtres humains. Depuis que les premiers humains, Adam et Eve, ont été chassés d'Eden, nous sommes tous des réfugiés qui attendent de rentrer chez eux, le pays d'origine que Dieu a créé pour nous. C'est pourquoi la Bible nous invite à respecter les réfugiés qu'elle appelle étrangers (Esaïe 56.3), y compris dans les commandements ».

En 2016, les deux responsables des communications ont partagé une série de rapports sur la Grèce qui a aidé à sensibiliser les mentalités des membres d'église sur le travail d'ADRA et le secours adventiste. Cette sensibilisation a non seulement aidé à recueillir des fonds et à recruter des bénévoles, mais a aussi encouragé d'autres organismes de bienfaisance à s'associer à des projets.

En 2017, les deux responsables ont visité une église historique à Castel Volturno, en Italie du Sud. Tandis que leur rapport de 2016 se concentrait sur les réfugiés syriens, irakiens et afghans, la communauté ici avait traversé la mer méditerranée depuis la Libye après avoir traversé le Sahara. Leurs histoires étaient également émouvantes.

« Je me suis rendu, éprouvant avec moins de sympathie que pour les réfugiés syriens », avoue Victor Hulbert. « Toutefois, quand j'ai entendu leurs histoires, réalisé les défis que la violence, la pauvreté ou la persécution les a poussés à relever, mon cœur s'est attendri ». Victor Hulbert a été également impressionné par leur christianisme positif et vibrant comme ils adoraient ensemble.

Beaucoup d'entre eux sont devenus chrétiens au cours de leur voyage ou quand ils sont arrivés en Italie. « C'est étonnant », révèle Victor Hulbert. *L'homme d'affaires d'aujourd'hui peut facilement devenir le réfugié de demain ... néanmoins, dans ces circonstances difficiles, ces gens sont très positifs et ont beaucoup d'espoir.* »

C'est cet espoir qui prévaut dans les programmes une expérience de culte positive parrainée par ADRA, la revue *Adventist Review* et les deux Divisions administratives européennes.

Liberté religieuse

(BIA) Dammarie-les-Lys, France

Genève, Suisse - La Loi sur la laïcité de Genève accusée de porter atteinte aux libertés individuelles

Adoptée au Grand Conseil en mars passé, la loi genevoise sur la laïcité est attaquée par un référendum qui serait sur le point d'aboutir. Plusieurs de ses articles font par ailleurs l'objet de recours auprès de la Cour constitutionnelle, dont un du réseau évangélique de Genève.

« Il ne fait aucun doute que le référendum contre la Loi sur la laïcité va aboutir », affirme le député genevois Pierre Vanek (Ensemble à Gauche/SolidaritéS). « Mais je ne veux pas donner de chiffres pour ne pas découra-

ger les derniers efforts de récolte de signatures. » Pour que les Genevois aient à se prononcer sur cette nouvelle législation, les référendaires doivent déposer jusqu'au mercredi 20 juin 5 227 signatures valables. Lundi, le réseau évangélique de Genève (REG) a fait savoir qu'il déposait un recours auprès de la Cour constitutionnelle contre plusieurs articles de la loi. Une procédure déjà annoncée par les Verts et suspendue jusqu'au résultat du référendum.

« Nous estimons qu'il y a de très bonnes choses dans cette loi. Elle apporte de véritables avancées, par exemple, sur l'accès à l'aumônerie pour les différentes communautés religieuses. C'est pour cette raison que nous ne soutenons pas le référendum », explique Michael Mutzner, responsable média du Réseau évangélique suisse. « Mais sur certains points, la loi va trop loin. Par exemple, ce n'est pas parce qu'un fonctionnaire est musulman ou qu'il porte une croix huguenote qu'il va se comporter différemment avec des usagers. C'est un très mauvais message que l'on donne quant à la place du religieux dans la société. » Même question pour les membres de partis politiques chrétiens confrontés à l'obligation de neutralité pour les élus. Quant à l'interdiction des activités culturelles, également prévue par la loi, elle risque de poser de nombreux problèmes d'application. « Un baptême au bord du lac, pourrait-il faire partie des exceptions autorisées », s'interroge Michael Mutzner. « Les limitations des libertés religieuses doivent être proportionnées », rappelle-t-il. La liberté religieuse est, en effet, protégée tant par la Constitution suisse que par la Cour européenne des droits de l'homme. « Par notre recours, nous voulons nous assurer que la Loi sur la laïcité est conforme au droit supérieur avant même qu'un cas concret se présente », précise le porte-parole.

Sur le fond, les revendications du REG ne divergent que peu de celles des quatre comités référendaires pour qui la neutralité religieuse dans les parlements est jugée discriminatoire, en particulier envers les femmes voilées ; le concept de salarié « au contact du public » est trop flou et donnera lieu à des applications abusives ; et l'interdiction des activités culturelle dans l'espace public représente une privation disproportionnée d'un droit fondamental. « Dans la Bible, il est dit que votre oui soit oui et que votre non soit non. Ce n'est pas vraiment ce que font les évangéliques en ne soutenant pas le référendum, alors qu'ils en dénoncent des points assez fondamentaux », rigole Pierre Vanek. « C'est une question de perception des choses. Ils ont peur qu'en refusant la loi, ils donnent l'impression de la rejeter complètement. Pourtant lorsqu'une loi est rejetée on ne repart pas à zéro. »

Pierre Vanek se dit toutefois « heureux d'entendre une voix chrétienne », parmi les opposants à la loi. Une prise de position qui évite que le débat ne se focalise sur la question du port du voile par des élus au grand conseil ou dans des conseils municipaux. Les Églises protestante, catholique romaine et catholique chrétienne de Genève ont, quant à elles, exprimé dans un communiqué commun, leurs regrets quant à différents points de la loi, mais ont conclu que : « tout bien considéré, ces attentions ne vont pas jusqu'à remettre en cause notre soutien global à la loi adoptée par le Grand Conseil. » Une prise de position confirmée après l'annonce par le REG de son recours.

Et si référendum aboutit à ce que les Genevois doivent s'exprimer dans les urnes, quelles serait le message du REG ? « Nous ne sommes pas un parti

politique, et à ce titre nous sommes très prudents avec les consignes de vote. Mais nous nous efforcerions d'expliquer les enjeux », explique Michael Mutzner.

(Adventist Review/BIA) Dammarie-les-Lys, France

Washington DC, États-Unis- Les défenseurs de la liberté religieuse appelés à aller au-delà des zones de confort

Les intervenants au dîner annuel de la Liberté Religieuse qui a eu lieu à Washington D.C. ont lancé un appel clair à établir des passerelles de compréhension et à renforcer les réseaux afin de lutter contre l'intolérance religieuse et de promouvoir la liberté de conscience, de pensée et de croyance. Le programme du 22 mai 2018, parrainé par « the International Religious Liberty Association » (IRLA) et d'autres organisations, a réuni des dizaines de responsables de liberté religieuse, d'administrateurs et de défenseurs de la liberté religieuse au siège de l'Organisation des États Américains afin d'établir des réseaux, d'examiner les défis à la liberté de croyance, et de remettre des prix.

« Nous prenons souvent pour acquis la liberté dont nous jouissons dans ce pays, » a déclaré Orlan Johnson, le président du conseil d'administration de l'Association Nord-Américaine pour la Liberté Religieuse (NARLA), alors qu'il accueillait les participants. « C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons besoin de programmes comme celui-ci, pour nous rappeler les libertés dont nous jouissons. »

Les Droits des minorités et la liberté religieuse

L'intervenant principal de l'édition 2018 du programme dont le thème était « Défendre la liberté de conscience pour tous, » était un défenseur turc de la cause, l'érudit et écrivain, Aykan Erdemir. Ce dernier, diplômé de Harvard et ancien membre du Parlement turc (2011-2015), est un défenseur connu du pluralisme, des droits des minorités et de la liberté religieuse au Moyen-Orient. En tant que tel, il a été en première ligne de la lutte contre la persécution religieuse, les crimes haineux et les discours de haine en Turquie et ailleurs.

Dans son allocution d'ouverture, Aykan Erdemir a souligné le rôle vital des constructeurs de ponts pour la liberté religieuse. « Il est essentiel que nous puissions sortir de nos communautés, que nous allions au-delà de nos zones de confort, vers les autres, » a-t-il dit. « Nous avons besoin d'institutions qui n'ont pas peur d'aller vers les autres. »

Dans le même temps, Aykan Erdemir a mis l'accent sur le fait que se tourner vers les autres ne signifie pas nécessairement abandonner nos croyances. « Aller vers l'autre ne signifie pas compromettre nos convictions et nos croyances, » a-t-il dit. « En fait, nous ne devrions pas abandonner nos valeurs fondamentales parce que reconnaître nos grandes différences est essentiel dans cette démarche qui nous amène à nous parler et à considérer la valeur les uns des autres. »

Lauréats Nationaux et Internationaux

Le dîner annuel a également été l'occasion d'honorer les efforts d'éminents défenseurs de la liberté de croyance et des droits religieux des minorités aux États-Unis et à travers le monde.

Le Prix National 2018 a été décerné à l'avocate général et directrice exécutive adjointe du Comité Conjoint Baptiste pour la liberté religieuse, Holly Hollman. Cette dernière, basée à Washington D.C., fournit une analyse juridique des questions relatives aux relations entre l'Église et l'État qui se retrouvent devant le Congrès, les tribunaux et les organismes administratifs. Elle consulte régulièrement les Églises, les individus et les organisations sur les questions de liberté religieuse.

« *Holly [Hollman] est un bâtisseur de consensus, un bâtisseur de ponts,* » a déclaré Melissa Rogers, ancienne directrice des partenariats confessionnels et de quartier à la Maison-Blanche, en présentant la lauréate. « *Et elle est une chrétienne engagée qui croit que la liberté religieuse vient de Dieu.* »

En acceptant le prix, Holly Hollman a souligné ces points et d'autres. « *Honorer la liberté de conscience c'est honorer la création de Dieu,* » a-t-elle déclaré. « *Travailler pour la liberté religieuse nous relie à un large éventail d'expériences [et nous rappelle que] nous dépendons les uns des autres et de la capacité à se rassembler pour trouver un terrain d'entente.* »

Le Prix International 2018 a été remis au vice-président du Parlement norvégien, Abid Q. Raja. Avocat de profession, Abid Raja a été le premier norvégien issu d'une minorité à recevoir la bourse d'études du Roi pour l'Université d'Oxford et est l'auteur de deux livres sur les thèmes de l'intégration et de la tolérance religieuse.

Pour Abid Raja, un musulman, l'intolérance religieuse a plus qu'une signification théorique. Ayant grandi en Norvège en tant qu'enfant de parents immigrés du Pakistan, il a vécu personnellement l'impact des stéréotypes raciaux et de la discrimination religieuse.

« *La diversité n'est pas quelque chose que je considère comme acquis,* » a-t-il déclaré en acceptant le prix.

La contribution adventiste

Plusieurs défenseurs de la liberté religieuse adventistes ont souligné la contribution adventiste à la discussion, grâce à l'engagement de longue date de la dénomination pour la liberté religieuse.

« *L'Église adventiste du septième jour a eu une longue et distinguée tradition de défense de la liberté religieuse pour tous, pas seulement pour les membres de l'Église,* » a expliqué le directeur des Affaires Législatives de l'Église adventiste et agent de liaison avec le Congrès des États-Unis, Dwayne Leslie, à la revue « *Adventist Review* ». C'est la raison pour laquelle, a-t-il dit, le parrainage d'événements comme celui-ci offre à l'Église une occasion unique de « *prendre la tête pour rassembler les leaders d'opinion et les responsables gouvernementaux afin de les informer et les équiper pour mieux protéger les principes de la liberté religieuse.* »

Des programmes tels que le Dîner annuel de la liberté religieuse sont également importants pour des raisons pratiques, a reconnu Dwayne Leslie, car l'Église adventiste peut mettre en lumière ses efforts en matière de défense de la liberté religieuse à Washington D.C. et ailleurs. « *En tant que groupe religieux connaissant une des croissances les plus rapides dans le monde, l'Église adventiste se retrouve souvent comme une minorité religieuse dans de nombreux pays,* » a-t-il dit à la revue *Adventist Review*. « *Par conséquent, nous*

sommes particulièrement sensibles à la protection des droits des minorités religieuses et à la protection de la liberté de conscience pour tous. »

Pour le secrétaire général de l'IRLA, Ganoune Diop, qui dirige également le département des Affaires publiques et de la Liberté religieuse à la Conférence générale de l'Église adventiste, le soutien des adventistes au principe de la liberté religieuse est encore plus profond puisqu'il repose sur une compréhension biblique du caractère de Dieu. « *La liberté religieuse, c'est beaucoup plus que ce qui apparaît à première vue,* » a déclaré Ganoune Diop. « *D'un point de vue confessionnel, elle est fondée sur l'une des caractéristiques de Dieu.* »

Ganoune Diop a expliqué que croire que les êtres humains ont été créés à l'image de Dieu implique aussi la liberté de choisir. « *La liberté religieuse reçoit sa valeur de l'amour, et l'amour ne peut être obtenu par la force,* » a-t-il déclaré. « *Le but de la liberté c'est l'amour.* »

Le rédacteur en chef du magazine *Liberty*, Lincoln Steed, qui a coparrainé le dîner annuel, est du même avis. Faisant référence à Thomas Jefferson, l'un des Pères fondateurs américains, il a partagé cette citation : « *Le Dieu qui nous a donné la vie nous a donné la liberté en même temps.* »

Défis actuels et opportunités

Les temps pour la liberté religieuse, cependant, sont complexes, a rappelé Ganoune Diop aux participants. « *D'un côté, la liberté religieuse est considérée comme une liberté fondamentale,* » a-t-il déclaré. « *Dans le même temps, la liberté religieuse est soumise à une profonde déconstruction. Certaines personnes disent même que la liberté religieuse pourrait être un mot codé pour la discrimination, et selon certains critiques, c'est juste un moyen de subjuguer les gens dans les pays en voie de développement.* »

De nouveaux développements appellent à de nouveaux efforts et de nouvelles initiatives dans le domaine de la liberté religieuse, ont indiqué des experts. L'une de ces initiatives est le Panel International de parlementaires pour la Liberté de religion ou de croyance (IPPFoRB). L'organisation, qui a été fondée par un groupe d'élus en 2014, s'est transformée en un réseau informel de 130 parlementaires et législateurs du monde entier engagés dans la lutte contre la persécution religieuse et pour la promotion de la liberté de religion ou de croyance, tel qu'elle est définie dans l'Article 18 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations Unies. Aykan Erdemir et Abid Raja sont deux des membres fondateurs de l'organisation.

Parmi les nombreuses initiatives de l'IPPFoRB, il y a eu deux conférences internationales – à New York et à Berlin – et une vingtaine de plaidoyer rédigés au nom des membres de l'IPPFoRB furent transmis aux gouvernements de pays comme le Vietnam, la Birmanie, la Corée du Nord et l'Indonésie.

Dans une réflexion commune lors du dîner de cette année, Dwayne Leslie a conclu en mettant l'accent sur l'objectif général du programme. « *Bien que la situation de la liberté religieuse continue de se détériorer dans de nombreuses parties du monde,* » a-t-il dit, « *des programmes comme le Dîner de la Liberté religieuse peuvent être particulièrement utiles pour établir de nouvelles connexions, des relations et des conversa-*

tions ... sur la façon de collaborer plus efficacement et d'accroître l'impact global du discours sur la liberté religieuse. »

(EUD News/BIA) Dammarie-les-Lys, France

Genève, Suisse - Les actions du secrétaire générale de la défense de la liberté religieuse

Depuis sa création en 1946, l'Association internationale pour la défense de la liberté religieuse est devenue plus critique que jamais pour la promotion et la réalisation du droit à la liberté de religion ou de conviction.

Les informations transmises régulièrement à la Division Intereuropéenne par le Département des Affaires publiques et de la liberté religieuse (PARL) ainsi que ceux de l'Association internationale pour la défense de la liberté religieuse (AIDLR), deviennent de plus en plus pertinentes pour dénoncer les atteintes à la liberté religieuse et défendre les différentes victimes.

En raison des informations précieuses que nous connaissons sur la « bataille » continue de nos collègues en faveur des droits de l'homme et de la liberté religieuse, et en raison du besoin de l'Eglise adventiste de connaître l'importance et les résultats de ce travail sur la Liberté religieuse, le service de presse de l'EUD envisage une série d'interviews et de reportage sur Liviu Olteanu, secrétaire général de l'AIDLR.

Liviu Olteanu, en tant que Secrétaire général de l'AIDLR, rencontre des acteurs internationaux importants et pertinents tels que les fonctionnaires, les présidents, les ministres, les ambassadeurs, les politiciens et les chefs religieux, ainsi que d'autres acteurs internationaux et régionaux. Il organise ou participe à des sommets internationaux, des forums, des symposiums et des conférences internationales.

Il a ainsi rencontré et dialogué avec certains des plus hauts représentants internationaux, notamment : Thornborn Jagland, Secrétaire général du Conseil de l'Europe, Antonio Tajani, le président Federica Mogherini, la vice-présidente de la Commission européenne et présidente du Parlement européen, etc. M. Olteanu entretient également des correspondances régulières avec des fonctionnaires du monde entier et a envoyé et reçu des lettres de Jean Claude Juncker, président de la Commission européenne, des représentants de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), des maisons royales et plusieurs autres personnalités importantes, dans le but de plaider pour la défense de la liberté religieuse à tous les niveaux, et pas seulement pour la région européenne.

Dans le cadre de son travail infatigable et important et des réunions pertinentes, le Dr Olteanu a rencontré Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations Unies; Adama Dieng, Conseiller spécial du Secrétaire général adjoint des Nations Unies et les autres chefs de l'ONU, y compris le Secrétaire général adjoint, le président du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, le Haut Commissaire aux droits de l'homme, le chef des bureaux et les ambassadeurs du monde entier.

Le Dr Olteanu a eu des entretiens avec Heiner Bielefeldt, le précédent Rapporteur spécial, et avec l'actuel Rapporteur spécial de l'ONU sur la liberté de religion ou de conviction, Ahmed Shaheed.

Ces contacts sont importants en termes de coopération

et de collaboration offertes par l'AIDLR en première ligne de cette croisade en faveur de tous ceux qui pourraient subir la pression de la discrimination et du manque de liberté.

OEcuménisme

(La Croix/BIA) Dammarie-les-Lys, France

Washington, États-Unis - Des leaders chrétiens américains unissent leurs voix pour s'opposer à Trump

Vingt-trois responsables de plusieurs confessions chrétiennes signent une « *confession de foi en temps de crise* », appelant à rendre la « *priorité aux valeurs de Jésus* ». Ils s'élèvent contre le racisme, le nationalisme ou encore la misogynie, dans l'État comme l'Église.

« *Nous vivons une époque périlleuse et polarisante* », amorce par ces mots graves l'évêque Michael Curry dans une vidéo publiée sur YouTube. Chef de l'Église épiscopale américaine, celui qui a enflammé le mariage royal d'Harry et Meghan avec son sermon sur l'amour prend à nouveau la parole, cette fois-ci pour un message d'avertissement à l'égard de son pays.

Il partage la tribune avec 23 autres dirigeants et personnalités d'Églises chrétiennes. Épiscopaliens, baptistes, réformés, méthodistes, évangéliques, tous unissent leur voix pour hausser le ton face à « *des pratiques et politiques de dirigeants politiques, qui corrodent dangereusement l'âme de la nation et menacent profondément l'intégrité publique de notre foi* ».

Dans une tribune commune, ils dénoncent un climat délétère et néfaste, qui menace et va à l'encontre des préceptes de Jésus. Ils en appellent donc à tous les chrétiens à « *réhabiliter Jésus* », comme l'indique le nom de leur mouvement : « *Reclaiming Jesus* ».

La politique de Trump en ligne de mire

« *Ce que nous croyons conduit à ce que nous devons rejeter* ». À six reprises, les signataires énoncent une valeur chrétienne et une dénonciation qui en découle. « *Nous croyons que chaque être humain est à l'image de Dieu* », établit ainsi le premier point. « (...) par conséquent, nous rejetons la résurgence du nationalisme blanc et du racisme dans notre nation sur de nombreux fronts, y compris chez nos dirigeants politiques les plus haut placés. »

Peu de doute sur cette référence aux « *dirigeants politiques les plus haut placés* ». Car si le nom de Donald Trump n'est pas évoqué une seule fois, la silhouette du président américain plane sur chaque phrase. Rejet des actes de misogynie et de harcèlement sexuel, dénonciation du mensonge, « *qui envahit nos vies, sur le plan civil comme politique* »... Toutes les polémiques relatives à Donald Trump y passent.

Les leaders chrétiens épinglent et rejettent en bloc jusqu'au thème central de la politique de Donald Trump, qualifiant la philosophie « *America First* » (l'Amérique d'abord) « *d'hérésie théologique* ». « *Nous partageons l'amour patriotique pour notre pays, mais nous rejetons le nationalisme ethnique ou xénophobe qui vise à faire prévaloir une nation sur les autres.* »

Rendre sa place à Jésus

L'appel « *concerne Jésus, pas Trump* », explique le père Jim Wallis, président et fondateur de la communauté chrétienne progressiste Sojourners et du magazine du même nom. Avec les autres responsables

religieux, il invite à « *faire précéder notre identité dans le Christ sur toute autre identité* ».

Si le président américain est si fermement houspillé, c'est que ses actions et sa politique s'opposent à presque tous les enseignements de Jésus selon ce message qui prend le contre-pied de tous ceux qui n'ont pas hésité à mettre en avant leur foi dans leurs arguments pour soutenir le président. Ce sont surtout ces récupérations politiques de plus en plus aberrantes, qui font valoir toutes sortes d'intérêts au nom de Jésus, qui sont dénoncées.

L'Église « conscience de l'État »

Les leaders chrétiens se posent en éminence morale de la nation. Ils justifient leur engagement en citant Martin Luther King, qui proclamait l'Église comme « *conscience de l'État* ». C'est cette responsabilité qui les a conduits à se réunir pour une retraite à l'occasion du mercredi des cendres, et à rédiger le texte « *Reclaiming Jesus* ».

Jeudi 24 mai, ils ont mené une procession de protestation à la Maison-Blanche. Ils revendiquent 2000 personnes présentes pour cette veillée à la bougie, au cours de laquelle les dirigeants religieux, formant un cercle de prière, ont lu à tour de rôle le texte. « *En ces temps de crise morale et politique, il est temps pour une fraîche confession de foi.* »

(ProtestInter/BIA) Dammarie-les-Lys, France

Rome, Italie - Le Vatican refuse la communion aux conjoints non catholiques

Trop souvent, les membres évangéliques appréhendent l'œcuménisme en suspectant le protestantisme de compromission avec le catholicisme, d'autres rejettent carrément l'expression « œcuménisme » en pensant que le mot est dangereux et serait révélateur d'une intention « d'uniformiser les croyants » en persécutant ceux qui refuseraient de se soumettre à une coalition protestants-catholiques.

Au delà des ces hypothèses classiques, toujours révélatrices de théories complotistes, voici une information montrant que les tentatives de fusion entre les traditions chrétiennes ne sont pas encore faites.

Un grain de sable dans les rouages de l'œcuménisme : à la surprise générale, le Vatican a invalidé une proposition approuvée à la majorité par les évêques catholiques romains allemands, visant à ouvrir la communion aux conjoints non catholiques.

Le document ne serait pas encore mûr pour être publié, peut-on lire dans une lettre de l'archevêque Luis Ladaria, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, qui a été diffusée sur Internet. En attendant, la décision de permettre ou pas à un couple mixte de partager ce sacrement continuera de revenir à l'évêque de la localité concernée.

Cette décision de Rome représente un revers pour l'œcuménisme en Allemagne. Comme l'explique le théologien protestant Ulrich H. J. Körtner, elle est tout aussi « fâcheuse » pour les dirigeants de l'Église protestante que pour le cardinal Reinhard Marx, président de la Conférence épiscopale allemande catholique. En effet, les protestants avaient beaucoup misé sur l'initiative de l'archevêque de Munich. L'année 2017, marquant le jubilé des 500 ans de la Réforme, a éveillé de nombreuses attentes en matière d'œcuménisme, en Allemagne comme dans le monde entier. « *Le pape François s'est trouvé au cœur de multiples espoirs. Il n'est cependant*

pas aussi progressiste que certains le croyaient », poursuit l'universitaire, qui enseigne la théologie à l'université de Vienne.

Au début du mois de mai, après les conflits survenus autour du projet de texte sur l'hospitalité eucharistique, le souverain pontife demandait encore aux évêques allemands de rechercher entre eux une solution qui puisse faire consensus. Il les invitait précisément à « *trouver, dans un esprit de communion ecclésiale, un accord aussi unanime que possible.* » Le cardinal Reinhard Marx a donc été très surpris par la nouvelle communication arrivée de Rome, avant même l'aboutissement de ce processus, a communiqué la Conférence épiscopale en début de semaine passée.

Un coup de semonce

« *Pour la Conférence épiscopale allemande, c'est là un coup de semonce et une remise en question de sa compétence* », commente le théologien catholique Thomas Söding, s'exprimant sur ces derniers événements. « *Contrairement à ses déclarations précédentes comme quoi elle devait trouver un terrain d'entente, Rome reprend aujourd'hui la main sur la décision finale.* » Mais de son point de vue, la ligne directrice de la proposition ne changera pas fondamentalement pour autant, « *car les questions posées aujourd'hui peuvent recevoir une réponse pertinente.* » La Congrégation pour la doctrine de la foi et le Conseil œcuménique du Vatican vont clarifier les rapports entre Église et eucharistie. « *Cela ne pourra déboucher que sur une issue positive* », affirme ce théologien exerçant à l'université de Bochum.

Son confrère Michael Seewald, originaire de Munich, n'est pas d'accord : « *Il est clair aujourd'hui que le texte actuel ne sera pas publié.* » Il appelle les évêques à continuer à accueillir les couples mixtes catholiques-protestants lors de communions communes. « *D'un point de vue dogmatique, les évêques allemands doivent certes attendre le verdict de Rome, mais dans l'intervalle, ils peuvent tout de même s'efforcer de résoudre ce problème d'ordre pastoral.* » La réaction du Vatican représente bel et bien un « *coup de frein* » pour l'œcuménisme, mais pas une « *catastrophe absolue* ».

Les experts de l'œcuménisme le répètent depuis des décennies : ce n'est pas le fait de permettre à des chrétiens baptisés de célébrer ensemble la Sainte Cène qui devrait faire débat, mais au contraire l'idée de le leur refuser. En 2004, trois instituts œcuméniques de renom — ceux de Strasbourg, Bensheim et Tübingen — exhortaient déjà l'Église catholique romaine à ouvrir ce sacrement à tous les chrétiens. Il n'existerait aucune raison théologique suffisante refuser l'hospitalité eucharistique.

La base aussi s'impatiente et réclame depuis longtemps davantage d'unité — et ce au plus vite. Le mouvement de laïcs catholiques « *Nous sommes l'Église* » a exprimé une vive surprise face à l'invalidation de la proposition d'ouverture à l'intercommunion par le Vatican. « *La déclaration aujourd'hui rendue publique a fortement irrité de nombreux fidèles* », commente Christian Weisner, un responsable de ce rassemblement en Allemagne.

L'organisation appelle les catholiques à « *ne pas se laisser dérouter par les déclarations déconcertantes de Rome.* » Ce que le dogme n'a encore pas fixé fonctionne depuis longtemps dans la pratique : les protestants invitent d'ores et déjà leurs conjoints catholiques à célébrer ensemble la communion.

(ProtestInter/BIA) Dammarie-les-Lys, France

Genève, Suisse - La légalisation du cannabis divise les croyants de l'Oklahoma

Les habitants de l'Oklahoma devront se prononcer le 26 juin prochain sur la légalisation de la marijuana thérapeutique. Une question qui divise cet État particulièrement religieux.

Pour le ministre presbytérien Bobby Griffith, légaliser la marijuana médicale dans l'Oklahoma pourrait aider les personnes qui souffrent d'arthrite ou de douleurs chroniques ainsi que les anciens combattants victimes de stress post-traumatique.

[...]

Adoptée dans une trentaine d'États

Environ 30 États ont adopté des lois sur la marijuana médicale, à commencer par la Californie en 1996. L'Oklahoma serait le premier État à le faire sans énumérer de conditions de prescription. Selon les opposants, cela permettrait aux médecins de délivrer aux patients des ordonnances pour de la marijuana, renouvelable pendant deux ans et pour quelque raison que ce soit. L'Association médicale de l'État d'Oklahoma mentionne un manque « *d'études fondées sur des preuves* » pour soutenir la marijuana médicale. « *Cette initiative essaie de flouer les habitants de l'Oklahoma* », s'insurge le révérend Paul Abner, un pasteur de l'Assemblée de Dieu qui dirige une coalition anti-marijuana appelée « *Oklahoma faith leaders* » (les responsables de la foi dans l'Oklahoma).

D'un autre côté, le groupe « *Oklahomans for health* » (les habitants d'Oklahoma pour la santé) affirme que tous les patients et leurs médecins « *devraient avoir la liberté de considérer toutes les options de soins médicaux disponibles* ». Alors que ce groupe ne se base pas sur un message ouvertement religieux, les arguments qui reposent sur la foi sont les plus importants dans un état où trois résidents sur quatre se décrivent comme « *modérément religieux* » ou « *très religieux* », selon un sondage de Gallup.

Le vote aura lieu le même jour que les élections primaires pour le poste de gouverneur et d'autres postes fédéraux. Il est le résultat d'une pétition signée par près de 68 000 citoyens et présentée aux représentants de l'État il y a deux ans. Si cette initiative (dossier 788) est adoptée, Paul Abner avertit que l'Oklahoma pourrait suivre les neuf États qui ont autorisé l'usage récréatif de la marijuana.

Un pas vers la consommation récréative

« *L'enjeu est que ce ne soit pas médical* », affirme-t-il. « *Quelque chose se cache derrière cette terminologie pour apporter de la marijuana récréative dans l'Oklahoma. Et d'un point de vue spirituel, aucun d'entre nous ne peut soutenir que les esprits et les corps sains que Dieu désire puissent être préservés lorsque nous sommes sous l'emprise de marijuana.* »

Parmi les autres opposants religieux figurent les hauts responsables de la Convention générale baptiste de l'Oklahoma, qui représente environ 577 000 baptistes du Sud ainsi que la Conférence catholique de l'Oklahoma,

la branche politique des diocèses catholiques de l'État qui comprend environ 288 000 paroissiens.

« *J'espère que l'Oklahoma va rejeter la légalisation de la marijuana et continuer à mettre des barrières légales entre la dépendance et les communautés* », insiste Russell Moore, président de la Commission d'éthique et de liberté religieuse de la Convention, dans le « *Baptist Messenger* », un journal de l'Oklahoma.

De son côté Jon Middendorf, pasteur dans la « *Oklahoma City First Church of the Nazarene* » affirme être favorable à « *tout ce qui peut apporter du soulagement aux personnes qui souffrent de douleurs chroniques* ». « *Je suis juste épuisé par les théories de conspiration qui semblent toujours émaner de la droite chrétienne* », soupire Jon Middendorf, qui souligne qu'il parle personnellement et non pas au nom de sa congrégation. « *Il se peut que quelqu'un qui souffre ait juste besoin de quelque chose qui n'a pas encore été essayé, qui offre de l'aide et améliore la qualité de vie.* »

[...]

Un État conservateur

Les habitants de l'Oklahoma se classent parmi les électeurs les plus conservateurs des États-Unis : lors des élections de 2016, le président Donald Trump a reçu 65% de soutien des citoyens de cet État. Une proportion encore plus élevée, 66%, a soutenu une mesure en faveur de la peine de mort, lors de cette même élection. Plus récemment, la gouverneur Mary Fallin a signé un projet de loi permettant aux agences d'adoption privées de refuser les couples de même sexe et les parents qui ne respectent pas leurs critères religieux. Mais sur la question de la marijuana médicale, de récents sondages montrent que ce projet bénéficie du soutien de 57,5% des électeurs, rapporte Bill Shapard, PDG de Sooner-Poll.com.

« *Au cours des cinq dernières années, nous avons fait plusieurs sondages par rapport à cette question. Et nous continuons de voir que certains groupes, qui pourraient y être opposés continuent de le soutenir* », constate Bill Shapard dans un communiqué. « *Il y a trente ans, ces groupes s'y seraient opposés, mais à peu près la moitié ont changé d'avis.* »

Bobby Griffith, dont la congrégation est affiliée à l'Église presbytérienne d'Amérique, affirme que certains de ses amis les plus conservateurs soutiennent également l'initiative. « *Une personne particulièrement conservatrice que je connais, qui soutient fermement Donald Trump, veut la légalisation de la marijuana médicale* », raconte-t-il. « *Elle souffre de polyarthrite rhumatoïde et veut avoir quelque chose qui puisse l'aider sans la dépendance.* »

Brett Farley, directeur de la Conférence catholique de l'Oklahoma, a reconnu que les adversaires de la marijuana médicale font face à des difficultés difficiles. « *Les tendances nationales évoluent indéniablement vers la marijuana médicale et de plus en plus vers l'usage récréatif* ». L'Oklahoma, ajoute Brett Farley, est toujours enraciné dans l'éthique chrétienne traditionnelle, « *mais les barrières sont en train de tomber rapidement* ».

Commission paritaire : renouvellement en cours
Dépôt légal N° 79 – CAB – 019
Préfecture de Seine-et-Marne

Abonnement France 18 €
d'un an Outre Mer 19 €
Union européenne et Suisse 20 €
Autres pays et abonnement en cours d'année : nous consulter.
Au nom du « BIA »
Règlement CCP – La Source 46 727 83 C